Cnis – Commission territoires

Paris, 2 décembre 2025

SUIVRE LES MOBILITÉS RÉSIDENTIELLES DES MÉNAGES DÉFAVORISÉS EN ÎLE-DE-FRANCE À PARTIR DES DONNÉES DES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Luc Guibard

Ctrad – Bureau d'études des Caf en Île-de-France

Les Caf en Île-de-France
Ctrad Cellule technique de réflexion et d'aide à la décision

Université Paris Cité

Géographie-cités
UMR 8504

DOCUMENTER LES INÉGALITÉS DE MOBILITÉ RÉSIDENTIELLE EN ÎLE-DE-FRANCE

Crise du logement abordable en Île-de-France

Nombre de mois du salaire national médian nécessaires pour acheter 1 m^2

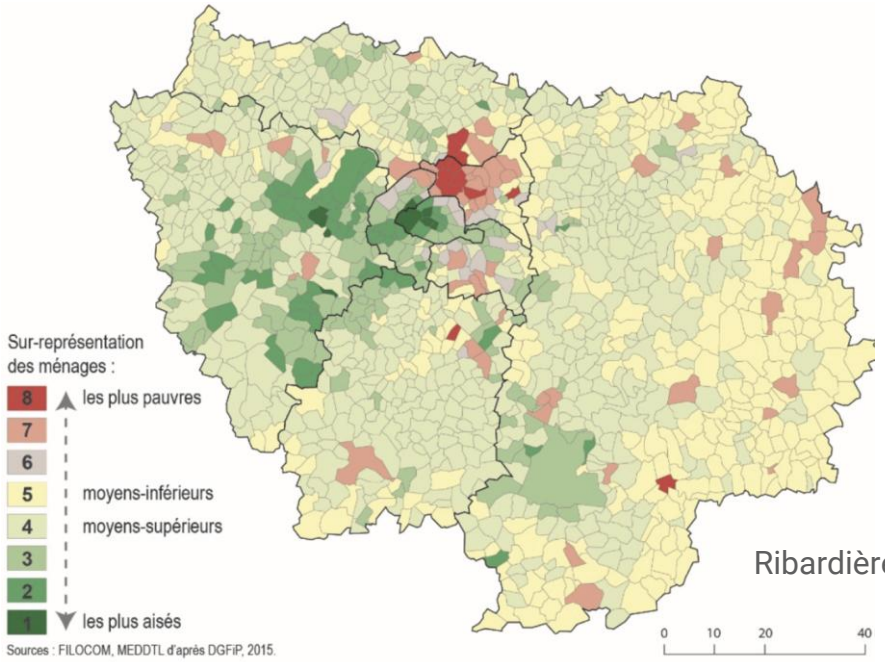
Nombre de jours du salaire national médian nécessaires pour louer 1 m^2

Source : Le Goix et al. 2019, pp. 173-175.

Délai d'attente théorique pour accéder au logement social en 2024 (Drihl) **:** 13 ans et 7 mois en Île-de-France, 21 ans à Paris

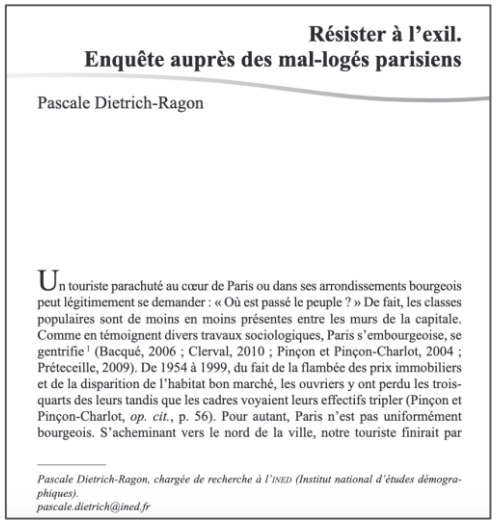
1,3 million de personnes mal-logées, 3 millions de personnes en situation de grande fragilité résidentielle en 2025 (Fondation pour le logement).

Renforcement des contrastes socio-spatiaux



Ribardière 2018, p. 13 et 19.

DOCUMENTER LES INÉGALITÉS DE MOBILITÉ RÉSIDENTIELLE EN ÎLE-DE-FRANCE

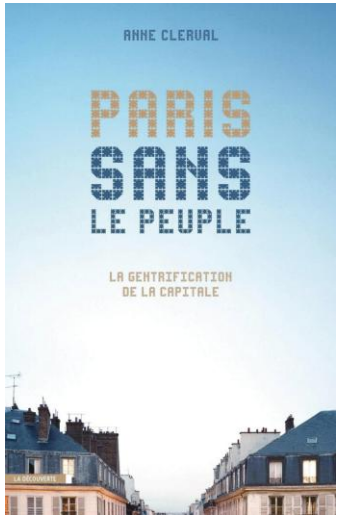


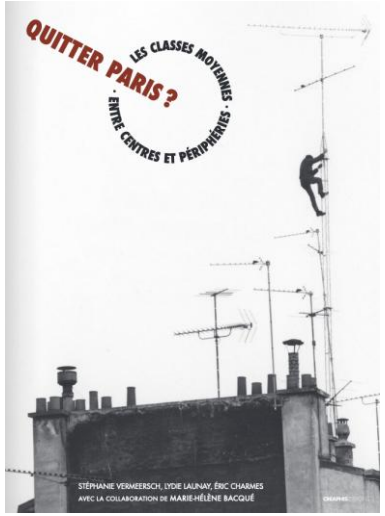
Résister à l'exil.
Enquête auprès des mal-logés parisiens

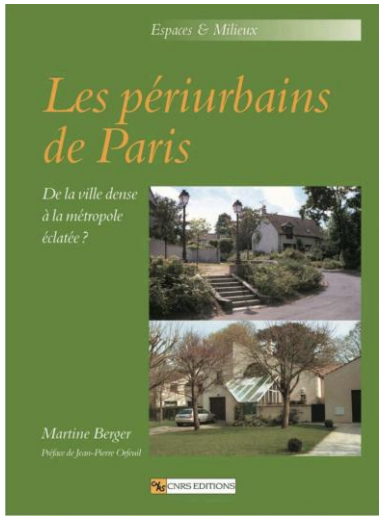
Pascale Dietrich-Ragon

Un touriste parachuté au cœur de Paris ou dans ses arrondissements bourgeois peut légitimement se demander : « Où est passé le peuple ? » De fait, les classes populaires sont de moins en moins présentes entre les murs de la capitale. Comme en témoignent divers travaux sociologiques, Paris s'embourgeoise, se gentrifie [1] (Bacqué, 2006 ; Clerval, 2010 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2004 ; Préteceille, 2009). De 1954 à 1999, du fait de la flambée des prix immobiliers et de la disparition de l'habitat bon marché, les ouvriers y ont perdu les trois-quarts des leurs tandis que les cadres voyaient leurs effectifs tripler (Pinçon et Pinçon-Charlot, *op. cit.*, p. 56). Pour autant, Paris n'est pas uniformément bourgeois. S'acheminant vers le nord de la ville, notre touriste finirait par

Pascale Dietrich-Ragon, chargée de recherche à l'INED (Institut national d'études démographiques).
pascale.dietrich@ined.fr







Laurent GOBILLON*, Anne LAMBERT**, et Sandra PELLET***

La périurbanisation de la pauvreté : politique de soutien à la propriété et inégalités socio-spatiales en France

Pour les ménages modestes, devenir propriétaire de son logement est difficile car les conditions de prêts des établissements bancaires exigent un minimum de ressources, garanties dont ils ne disposent pas. C'est pour permettre à un plus grand nombre de ménages d'accéder à la propriété que la politique publique de Prêt à taux zéro a été instaurée. Quels sont les effets de cette politique sur l'accès à la propriété et sur les lieux d'installation des nouveaux propriétaires bénéficiaires ? Combinant analyse quantitative à partir de bases administratives et d'enquêtes, et analyse qualitative, les auteur·es montrent que l'accès à la propriété s'est fait pour certaines catégories de ménages au prix d'un éloignement géographique des centres-villes et d'une ségrégation sociale accrue.

Depuis le début des années 2000, la ségrégation sociale et économique s'est accrue dans la plupart des grandes métropoles nord-américaines et européennes (Fry et Taylor, 2012 ; Tammaru *et al.*, 2015 ; Quillian et Lagrange, 2016 ; Florida, 2017 ; Musterd *et al.*, 2017 ; Sampson, 2019 ; Préteceille et Cardoso, 2020).

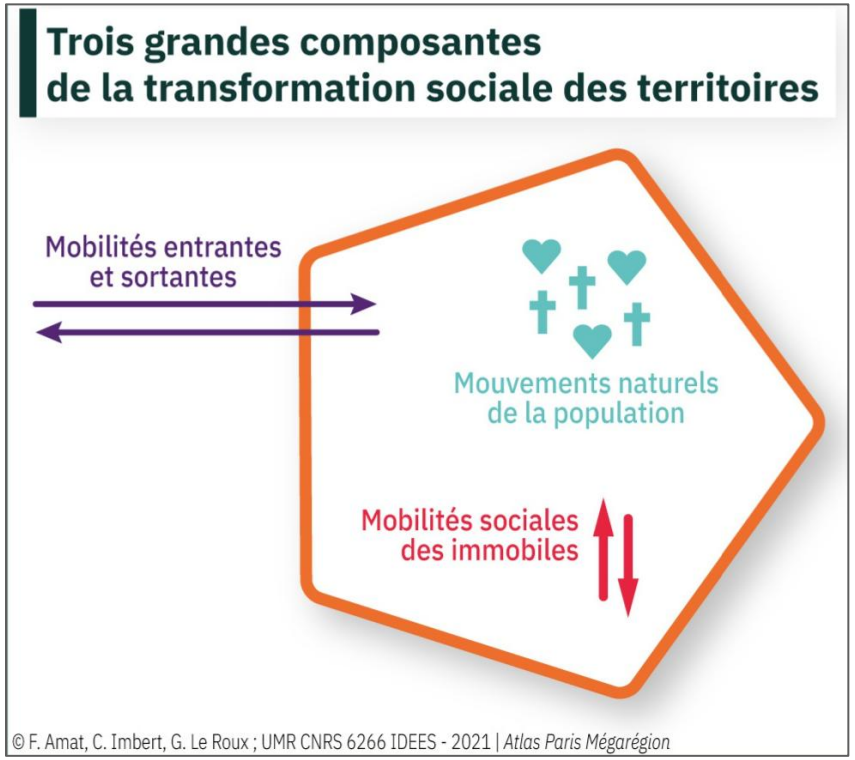
Une tendance à la relégation spatiale des Franciliens les moins favorisés ?

Malgré l'importance des travaux soulignant le renforcement des contraintes de mobilité résidentielle des ménages les moins favorisés en Île-de-France et la persistance des débats portant sur le rôle des mobilités dans la recomposition des territoires, **les études quantitatives consacrées à la dimension migratoire du changement social sont restées limitées.**

DOCUMENTER LES INÉGALITÉS DE MOBILITÉ RÉSIDENTIELLE EN ÎLE-DE-FRANCE

Rareté et difficulté d'accès à des jeux de données permettant de suivre les mobilités résidentielles à des échelles géographiques et temporelles fines.

- Le déplacement, l'éviction et l'éloignement ont principalement été approchés en creux, à partir à partir d'analyses en stock et non en flux. Explique la persistance du débat **déplacement/remplacement.**



Source : Amat, Imbert, Le Roux, 2021

Enjeu : étayer empiriquement les processus de relégation spatiale des ménages défavorisés en Île-de-France

Contexte : renouvellement des sources d'étude de la mobilité et essor des approches individu-centrées

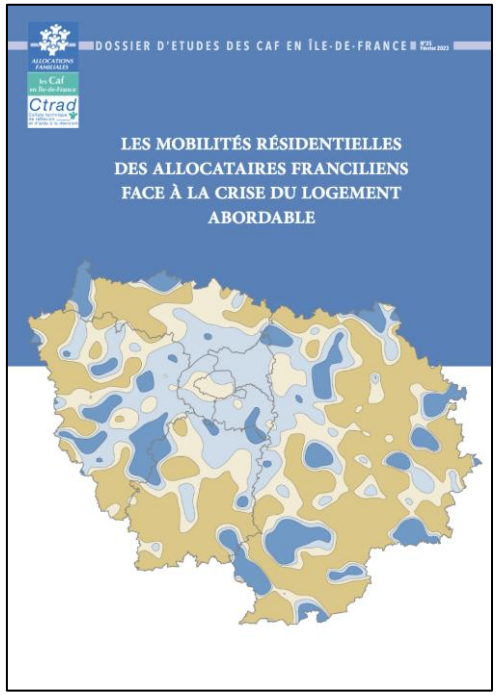
- Rénovation du recensement et accès aux fichiers désagrégés
- Amélioration de l'échantillon démographique permanent
- Ouverture progressive des données administratives
- Création du CASD
- Amélioration des méthodes de collecte et de traitement des données individuelles massives…

- **Développement des travaux consacrés au suivi des mobilités résidentielles.**

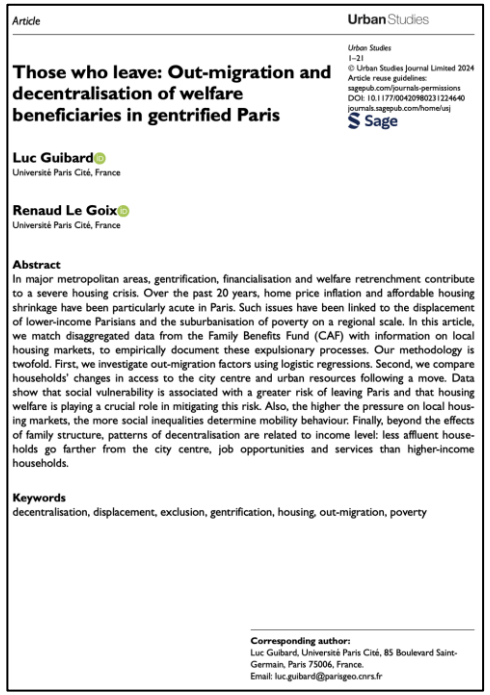
UTILISER LES DONNÉES ALLOCATAIRES POUR ÉTUDIER DES TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES

Recherche doctorale appuyée sur l'accès aux données des caisses d'allocations familiales d'Île-de-France :

- Convention d'accueil (2018-2020) puis recrutement au sein de la Ctrad (depuis 2021)
- Accès aux données sur un poste sécurisé.



2023, accès au rapport (*Ctrad*)



Article

Urban Studies

Urban Studies
1–21
© Urban Studies Journal Limited 2024
Article reuse guidelines:
sagepub.com/journals-permissions
DOI: 10.1177/00420980231224640
journals.sagepub.com/home/usj
Sage

Those who leave: Out-migration and decentralisation of welfare beneficiaries in gentrified Paris

Luc Guibard
Université Paris Cité, France

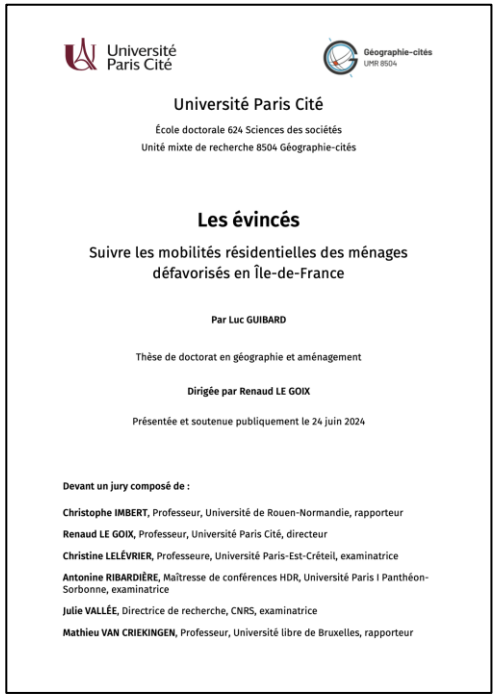
Renaud Le Goix
Université Paris Cité, France

Abstract
In major metropolitan areas, gentrification, financialisation and welfare retrenchment contribute to a severe housing crisis. Over the past 20 years, home price inflation and affordable housing shrinkage have been particularly acute in Paris. Such issues have been linked to the displacement of lower-income Parisians and the suburbanisation of poverty on a regional scale. In this article, we match disaggregated data from the Family Benefits Fund (CAF) with information on local housing markets, to empirically document these expulsionary processes. Our methodology is twofold. First, we investigate out-migration factors using logistic regressions. Second, we compare households' changes in access to the city centre and urban resources following a move. Data show that social vulnerability is associated with a greater risk of leaving Paris and that housing welfare is playing a crucial role in mitigating this risk. Also, the higher the pressure on local housing markets, the more social inequalities determine mobility behaviour. Finally, beyond the effects of family structure, patterns of decentralisation are related to income level: less affluent households go farther from the city centre, job opportunities and services than higher-income households.

Keywords
decentralisation, displacement, exclusion, gentrification, housing, out-migration, poverty

Corresponding author:
Luc Guibard, Université Paris Cité, 85 Boulevard Saint-Germain, Paris 75006, France.
Email: luc.guibard@parisgeo.cnrs.fr

2024, accès à l'article (*Urban Studies*)



Université Paris Cité

Géographie-cités
UMR 8504

Université Paris Cité

École doctorale 624 Sciences des sociétés
Unité mixte de recherche 8504 Géographie-cités

Les évincés

Suivre les mobilités résidentielles des ménages défavorisés en Île-de-France

Par Luc GUIBARD

Thèse de doctorat en géographie et aménagement

Dirigée par Renaud LE GOIX

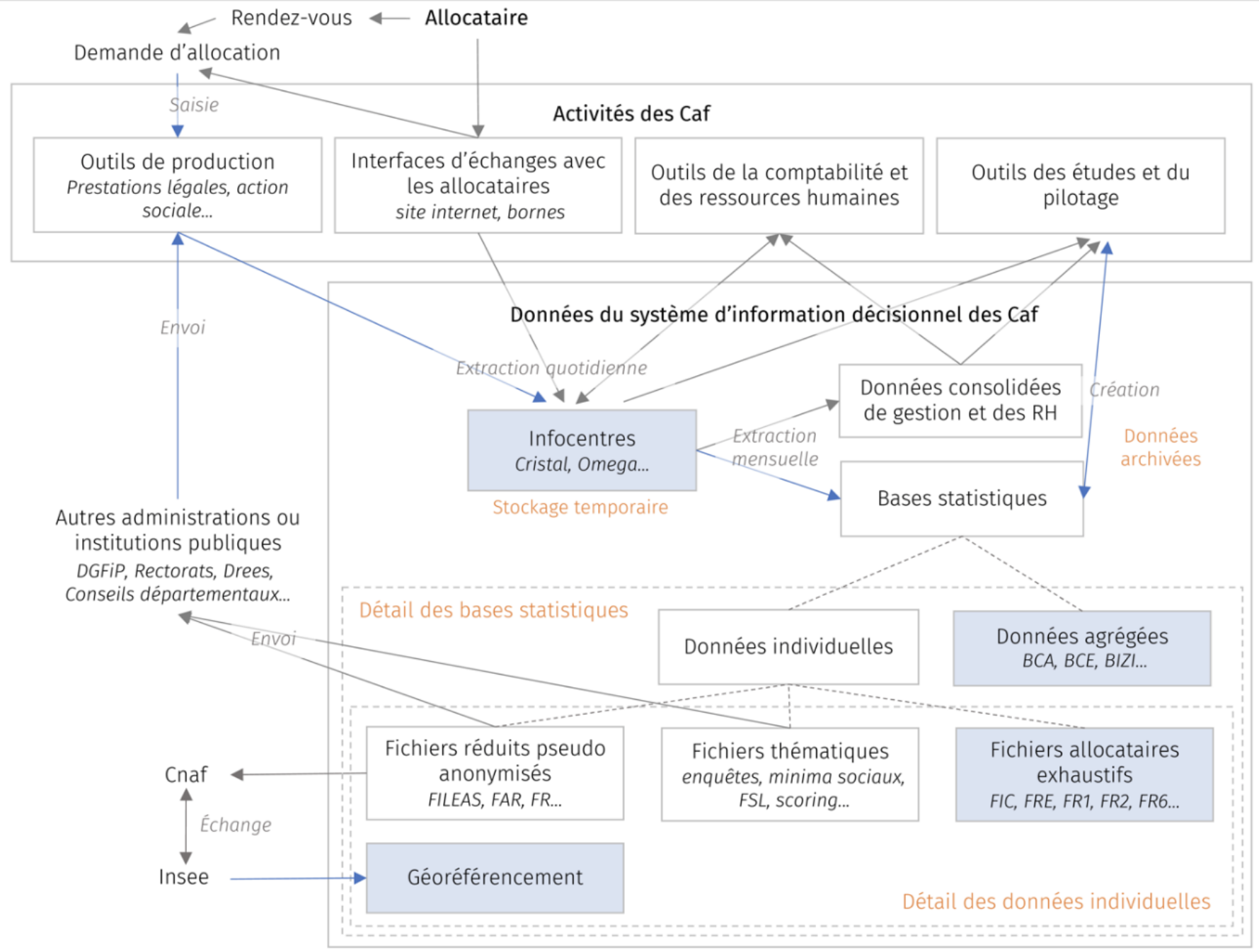
Présentée et soutenue publiquement le 24 juin 2024

Devant un jury composé de :

Christophe IMBERT, Professeur, Université de Rouen-Normandie, rapporteur
Renaud LE GOIX, Professeur, Université Paris Cité, directeur
Christine LELÉVRIER, Professeure, Université Paris-Est-Créteil, examinatrice
Antonine RIBARDIÈRE, Maîtresse de conférences HDR, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, examinatrice
Julie VALLÉE, Directrice de recherche, CNRS, examinatrice
Mathieu VAN CRIEKINGEN, Professeur, Université libre de Bruxelles, rapporteur

2024, accès à la thèse (*Univ. Paris Cité*)

Les données allocataires



Guibard, 2024, p.145

UTILISER LES DONNÉES ALLOCATAIRES POUR ÉTUDIER DES TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES

Apports des données allocataires

- **Une couverture de la population considérable :** versement des allocations familiales, des aides au logement et des principaux minima sociaux.

  6,2 millions de personnes couvertes fin 2024, 50% de la population francilienne, 85% des moins de 20 ans.

- **Une bonne fiabilité :** données consolidées à 6 mois, labélisées par la statistique publique.
- **Une précision spatiale et temporelle élevée :** extractions mensuelles, disponibilité à l'adresse, géolocalisation annuelle par l'Insee.
- **Richesse des informations disponibles sur la situation socio-économique des foyers :** approche multidimensionnelle de la vulnérabilité sociale.
- **Des données adossées à des individus et non à des logements :** suivi des dossiers allocataires dans le temps pour repérer des changements d'adresse et des transitions biographiques.

UTILISER LES DONNÉES ALLOCATAIRES POUR ÉTUDIER DES TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES

Apports des données allocataires

- **Une couverture de la population considérable :** versement des allocations familiales, des aides au logement et des principaux minima sociaux.

  6,2 millions de personnes couvertes fin 2024, 50% de la population francilienne, 85% des moins de 20 ans.

- **Une bonne fiabilité :** données consolidées à 6 mois, labélisées par la statistique publique.
- **Une précision spatiale et temporelle élevée :** extractions mensuelles, disponibilité à l'adresse, géolocalisation annuelle par l'Insee.
- **Richesse des informations disponibles sur la situation socio-économique des foyers :** approche multidimensionnelle de la vulnérabilité sociale.
- **Des données adossées à des individus et non à des logements :** suivi des dossiers allocataires dans le temps pour repérer des changements d'adresse et des transitions biographiques.

Limites et précautions d'utilisation

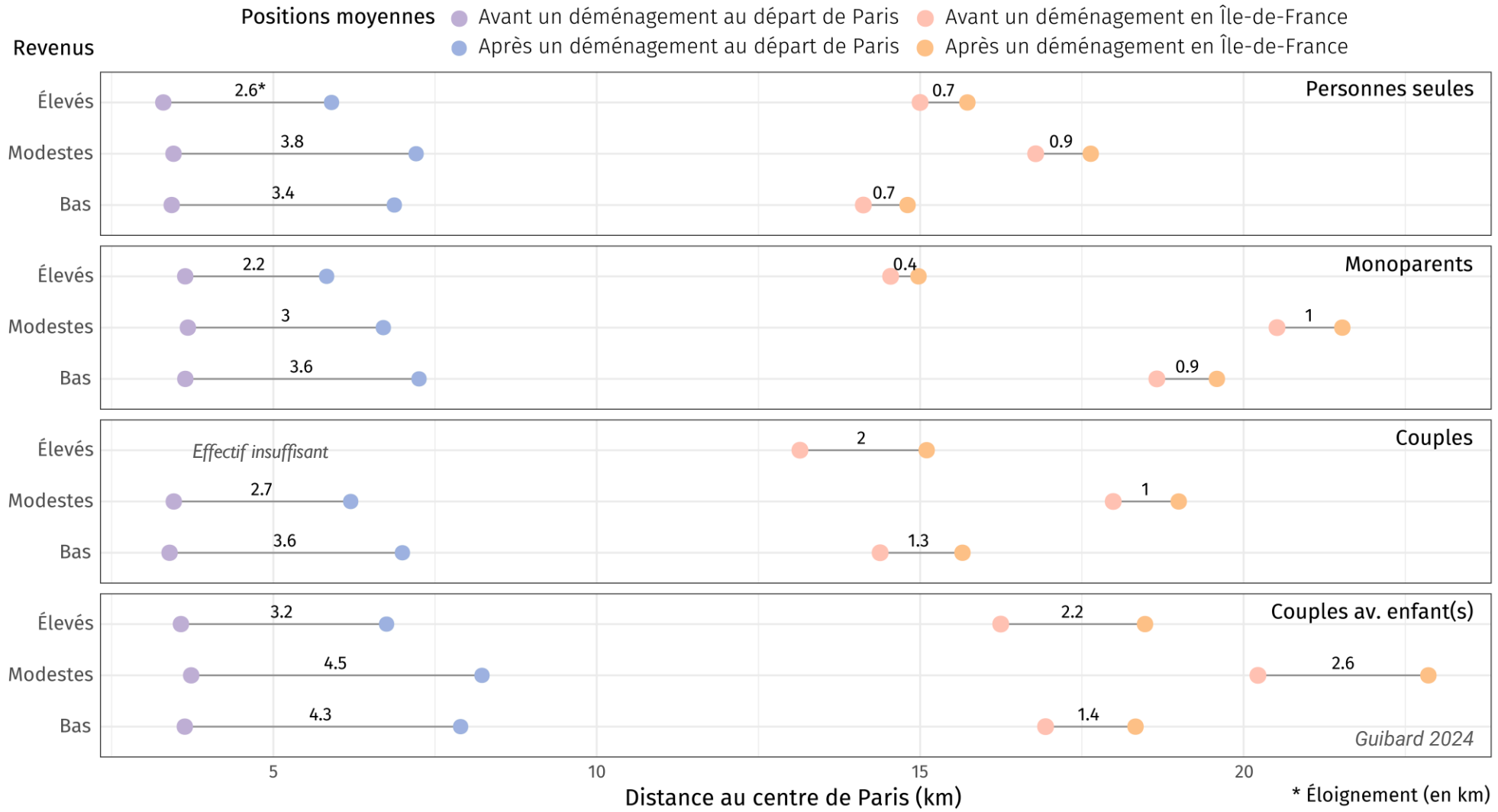
- **Des données d'abord conçues pour le pilotage et l'aide à la décision :** appropriation difficile, parfois en décalage avec les objectifs de la recherche *(exemple des statuts d'occupation)*.
- **Des ruptures de série fréquentes :** fermetures de droits, dépendance au contexte réglementaire (comparaison temporelle difficile).
- **Des données confidentielles et sensibles :** Enjeux de protection des données et de reproductibilité de la recherche.
- **Des données non représentatives de la population générale.**

  30 % de personnes couvertes pauvres contre environ 15% des Franciliens.

  Deux tiers des familles avec enfants couvertes, contre 4 personnes seules sur 10 et moins d'un couple sans enfant sur 10.

QUELQUES RÉSULTATS

Éloignement euclidien moyen à l'hôtel de ville de Paris lors d'un déménagement en Île-de-France en 2019



Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, FR6 et géoréférencement des allocataires de décembre 2018 et 2019, Base adresse nationale. Champ : Foyers allocataires des Caf d'Île-de-France au 31 décembre 2018, ayant changé d'adresse dans la région en 2019.

QUELQUES RÉSULTATS

Effets de la distribution spatiale des parcs de logement et des dynamiques d'accession à la propriété — **Enquête Mobcaf**

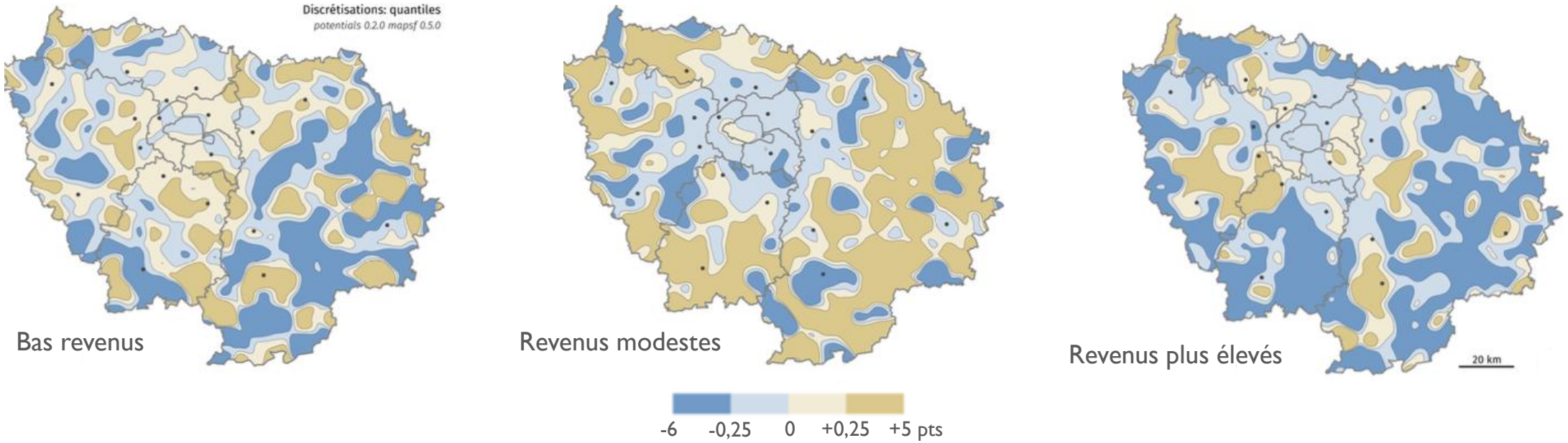
Évolution du statut d'occupation	Éloignement moyen au centre (km)
Stable en location privée	0,77
Vers la location privée	1,1
Stable en logement social	0,09
Accès au logement social	0,1
Stable en propriété	3,24
Accès à la propriété	4,83

Champ : Répondants ayant déménagé en Île-de-France.
Taux de réponse sur les statuts d'occupation : 98,4 %, N = 2529. Significativité : p = <0,1 % ; F = 6,37 (TS).

Déménagements vers la propriété	Éloignement moyen au centre (km)
Bas revenus	6,3
Revenus modestes	5,56
Revenus plus élevés	2,87

Champ : Répondants dont les revenus étaient connus en 2018, devenus propriétaires ou restés propriétaires à la suite de leur déménagement en Île-de-France.
Taux de réponse sur les statuts d'occupation : 98,4 %, N = 437. Significativité : p = 2,8 % ; F = 3,58 (S).

Redistribution de la population allocataire résidant en Île-de-France en 2018 et 2019, sous l'effet des mobilités internes



Variation de la part locale du groupe de revenu

PERSPECTIVES

Mise à jour des résultats sur les trajectoires d'éloignement en Île-de-France

*Contribution au **Cahier 2025 de l'ANCT** sur l'accès au logement*

Étudier le rôle des mobilités résidentielles dans le changement social des territoires au niveau local

*Meilleure profondeur des données, suivi d'une catégorie stable de bénéficiaires de la Caf couvrant des positions sociales variées (**cohorte**).*

*Analyse des **trajectoires résidentielles dans les communes populaires franciliennes** (partenariat avec l'université Paris 1).*

*Suivi des **trajectoires résidentielles en QPV**.*

Perspectives de réutilisation des données

- Amélioration des données Cnaf disponibles auprès du CASD
- Développement des partenariats de recherche avec la Ctrad ou les Caf
- Accueil au sein de la Ctrad
- Accès au code

Mobilité résidentielle des allocataires en QPV

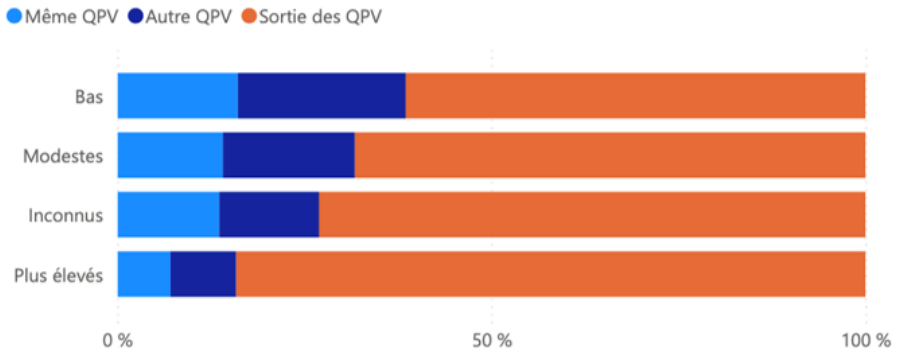
408291
Foyers allocataires fin 2018

7,98 %
Taux de mobilité

408291
Foyers allocataires fin 2018

67,53 %
Taux de couverture

Destination des mobilités selon le niveau de revenu, périmètre NPNRU



Sources : Caf décembre 2018 et 2019, Base adresse nationale, SIG de la politique de la ville.
Champ : Foyers allocataires des caf franciliennes en décembre 2018, domiciliés dans un QPV à cette date (géographie 2015).